Ce texte est la transcription traduite de l'intervention de Costas Lapavitsas au colloque « Democracy Rising », tenu à Athènes le 17 juillet 2015. Les intertitres sont de notre responsabilité.

Costas Lapavitsas est député élu au Parlement grec, membre de la Plateforme de gauche de Syriza, et professeur d'économie à SOAS (School of Oriental and African Studies, Londres).

Une capitulation désastreuse

Le gouvernement Syriza vient de signer un nouvel accord de sauvetage. C'est un très mauvais accord, pour des raisons évidentes que je vais énumérer.

Tout d'abord, cet accord est récessif. Il va plonger l'économie grecque dans la récession. Parce que les seules augmentations d'impôts s'élèvent à 2% du PIB. Elles concernent surtout la TVA, impôt indirect prélevé sur des produits principalement consommés par les travailleurs. Mais elles concernent aussi les entreprises et vont d'abord frapper les petites et moyennes entreprises, qui demeurent la colonne vertébrale de l'économie grecque. L'agriculture est sans doute le secteur le plus durement touché par cette augmentation : l'impôt sur le revenu versé par les agriculteurs va doubler, et ils seront soumis à de nouvelles obligations. Ces mesures sont incontestablement récessives. Elles arrivent à un moment où l'économie grecque chancelle au bord du précipice. Il ne fait aucun doute qu'elles vont la faire basculer dans la récession.

Deuxièmement, l'accord impose des mesures clairement inégalitaires. Elles vont exacerber les inégalités dans le pays. Ne laissez personne vous dire le contraire : le gros des recettes fiscales viendra des impôts indirects, dont on sait qu'ils sont facteur d'inégalité. Les inégalités vont s'accroître parce que les mesures imposent de prendre 800 millions par an dans les retraites. Elles feront peser une charge supplémentaire sur les retraités, qui comptent déjà en règle générale parmi les couches les plus pauvres de la population. Et bien sûr, les inégalités vont aussi s'accroître parce que le chômage va augmenter cette année et l'année prochaine.

Cet accord est mauvais parce qu'il ne remédiera en rien au problème de la dette du pays. Il ne prévoit pas de restructuration de la dette. Il va remplacer une catégorie particulière de dette par une autre. Il pourrait entraîner une amélioration marginale – marginale – sur le plan des taux d'intérêt et de l'étalement de la dette. Et celle-ci va sans aucun doute augmenter de 20 à 25 milliards pour recapitaliser les banques. Selon le FMI, le ratio dette sur PIB devrait passer à 200% l'an prochain. C'est très probablement ce qui va arriver.

Quatrièmement, l'accord ne prévoit absolument rien pour le développement du pays. Le « paquet » de 35 milliards d'euros n'existe tout simplement pas. Ces sommes ont déjà été allouées à la Grèce dans les divers fonds. Nous ne savons pas quand ni comment le pays percevra de l'argent frais. Rien, donc, en matière de développement.

Enfin, cet accord est clairement de type néocolonial. Le gouvernement de gauche a signé un accord néocolonial. Il l'est pour plusieurs raisons. J'en évoquerai trois : tout d'abord, l'accord prévoit l'établissement d'un fonds de privatisation de 50 milliards d'euros, sous contrôle étranger, et qui aura pour mission de vendre des biens publics. Les 25 premiers milliards seront destinés aux banques. S'il reste quelque chose – et il ne restera rien car on

n’atteindra jamais 50 milliards –, les sommes serviront au remboursement de la dette et, peut-être, à l’investissement. Par conséquent, ce fonds vendra tout ce qu’il est possible de vendre pour recapitaliser les banques. Nous venons d’accepter de vendre nos bijoux de famille pour recapitaliser des banques grecques en faillite.

Nous avons aussi accepté de mener des réformes de l’administration publique sous la houlette de l’UE. Nous avons accepté de nous soumettre à un contrôle qui non seulement sera très sévère mais qui durera bien plus longtemps que les 3 ans que durera l’accord.

À mes yeux, cet accord représente une capitulation désastreuse. Ce n’est pas Brest-Litovsk. Ceux d’entre vous qui le croient se trompent. Il ne s’agit pas de gagner du temps pour asseoir le pouvoir bolchevique à Moscou et à Leningrad. Il ne s’agit pas de gagner du temps, car il n’y a pas de temps à gagner. Le temps, en l’occurrence, joue en faveur de l’ennemi. Ce n’est pas une manœuvre tactique.

Cet accord revient à mettre le pays sur une voie qui n’a qu’une seule issue. Une issue qui ne sert pas les intérêts du peuple. Quant à savoir qui est le véritable vainqueur de cet accord, c’est l’évidence même. Le vainqueur est devant vous. C’est l’oligarchie, qui s’exprime dans les médias de masse. Voilà pourquoi les médias exultent et célèbrent cette victoire. La réalité est parfois exactement ce qu’elle paraît être. Il est inutile de gratter la surface. Si vous lisez les grands journaux et que vous écoutez les médias, vous savez qui a gagné.

Le produit d’une erreur stratégique

Alors pourquoi ? Pourquoi cette capitulation ? Pourquoi en est-on arrivé là après le grand enthousiasme d’il y a six mois, après le fort soutien que nous ont apporté les mobilisations de la base dans ce pays et en Europe ? Pourquoi ? Pour moi, la réponse est claire. Elle tient à une mauvaise stratégie, stratégie qui fut certes assez bonne pour gagner les élections, mais qui s’est révélée désastreuse une fois Syriza arrivé au pouvoir. Cette mauvaise stratégie a fait long feu. Quelle est-elle ? Elle est très simple, et elle a été explicitement formulée à maintes reprises. Nous réaliserons un changement radical en Grèce, un changement radical en Europe, et nous le ferons de l’intérieur de la zone euro. Voilà quelle était la stratégie. Eh bien ce n’est pas possible. Un point, c’est tout. Les derniers mois ont démontré que ce n’était tout simplement pas possible.

Ce n’est pas une question d’idéologie – néolibérale ou autre. Ce n’est pas une affaire de rééquilibrage des rapports de force politiques. Combien de fois ai-je entendu parler de rééquilibrage ? Et voilà que ce débat revient sur la table, que l’on ressort cet argument : « Attendons que le rapport de force politique change en Europe, si Podemos est élu, les choses seront différentes. » Vous pourrez attendre longtemps. Très longtemps. Car ce n’est pas ainsi que la situation changera.

Pourquoi ? Parce que l’union monétaire, dont la Grèce fait partie, n’est pas de nature idéologique. Enfin elle l’est, mais il ne s’agit pas seulement d’idéologie. Ni de rééquilibrage du rapport de force. C’est un mécanisme institutionnel. Plus tôt les Grecs le comprendront, mieux ce sera pour nous tous. On a affaire à un mécanisme institutionnel, à une union monétaire, à un ensemble hiérarchique qui agit dans l’intérêt des grandes entreprises et d’un petit nombre de pays membres. Voilà la nature de l’Union économique et monétaire.

Historiquement, cette union monétaire a échoué. En Grèce, son échec est patent. Elle a ruiné le pays. Et plus la Grèce s’accroche à sa place au sein de l’union, plus elle détruit son peuple et sa société. C’est un fait que l’histoire des unions monétaires a établi depuis longtemps. Le problème est qu’à chaque fois, les gens refusent de voir la réalité en face.

La question de la monnaie

Permettez-moi de faire une digression sur la question de la monnaie – après tout, je m’adresse ici à un public d’universitaires et cela fait trente ans que j’étudie l’argent. L’argent est bien sûr l’équivalent universel. La marchandise des marchandises. Je suis assez traditionaliste à cet égard.

Sous sa forme la plus simple et la plus pure, c’est une chose. La plupart des gens considèrent que l’or est de la monnaie. Dans certains cas, c’est encore vrai. Quand elle est une chose, elle fonctionne de façon aveugle et automatique, comme le font toutes les choses. Et elle est l’objet de la réification. Les rapports sociaux vont s’incarner dans cette chose. De façon aveugle et mécanique, la société se soumet à cette chose. Nous le savons depuis longtemps. Keynes parlait de l’esclavage du métal jaune.

Bien sûr, la monnaie moderne n’est pas une chose de ce type. Elle reste chose, mais pas une chose ayant la forme d’une marchandise produite. Elle est contrôlée. Elle reste de la monnaie, mais elle est contrôlée. Contrôlée par des institutions, des comités, des mécanismes, toute une hiérarchie de relations. Cette hiérarchie et ce cadre produisent de la réification. Une réification qui diffère de celle de l’or. Ce que réifient ces institutions, c’est la pratique. L’idéologie et les intérêts de classes se réifient dans la pratique, dans l’institution elle-même.

C’est ce que la gauche, en Europe et en Grèce, s’est révélée incapable de comprendre : les mécanismes de l’Union européenne et monétaire sont une pratique de classe réifiée. Un point, c’est tout. Vous ne pouvez pas les transformer parce que vous avez gagné une élection en Grèce. C’est impossible. Vous ne pourrez pas les changer parce que demain, Podemos sera au pouvoir en Espagne. Ce n’est pas possible. Donc de deux choses l’une : soit vous détruisez cet édifice, soit vous l’acceptez tel qu’il est. Nous en avons désormais la preuve irréfutable.

Un programme radical suppose un plan de sortie de l’euro

Mais la vraie question est la suivante : que fait-on maintenant ? Je vais vous le dire, et sur ce point, ma propre pratique a valeur de preuve. La seule position cohérente au parlement ces derniers jours – cohérente avec deux choses : le mandat électoral reçu par Syriza le 25 janvier, et le référendum où le peuple a très clairement dit non aux plans de sauvetage –, la seule position cohérente avec ces expressions de la volonté populaire, c’était de dire non. Pas oui.

Ce n’est pas une affaire de conscience morale. Je respecte la conscience de chacun, je comprends la difficulté morale éprouvée par chaque député, chaque membre de Syriza, chaque citoyen grec. Mais ce n’est pas une question morale. Je ne suggère absolument pas que le « non » est moralement supérieur au « oui ». Je tiens à le dire très clairement. Il ne s’agit pas ici de morale, mais de jugement politique.

C’est la politique qui compte ici, et la juste orientation politique à prendre, c’était de dire non. C’est la seule option qui permet de rester cohérent avec la volonté populaire, avec les promesses que nous avons faites au peuple, et avec les mesures que nous serons susceptibles de prendre à l’avenir.

Si cette orientation est maintenue, le « oui » nous plongera vraisemblablement dans d’immenses difficultés. D’immenses difficultés pour les raisons que je vous ai données et qui tiennent au contenu de l’accord. Il n’est pas possible d’accepter cet accord et de transformer la Grèce. Ce ne sera pas possible car l’accord contient des mécanismes de contrôle très durs. Ces gens à l’étranger ne sont pas idiots. Ils savent exactement de quoi il retourne. Et ils imposeront des conditions, des régulations, des mécanismes de contrôle qui empêcheront Syriza de prendre des mesures allant dans le sens de ce à quoi beaucoup aspirent.

La preuve du pudding, c’est qu’on le mange. Ils exigent déjà le retrait de la majeure partie des lois que nous avons adoptées au cours des cinq derniers mois, dans l’intérêt des travailleurs. Et nous les retirerons. Ils nous contraignent à le faire. Et vous vous imaginez qu’à partir de maintenant, vous allez pouvoir adopter d’autres mesures législatives radicales ? Mais sur quelle planète vivez-vous ? C’est impossible. Et ce ne sera pas possible.

Revenir sur l’accord en s’appuyant sur le Non au référendum

Alors, qu’allons-nous faire ? Nous devons revenir sur l’acceptation de cet accord. Et concevoir un programme radical compatible avec nos valeurs, nos objectifs et le discours que nous avons tenu au peuple grec depuis tout ce temps, depuis toutes ces années. Et ce programme radical est impossible sans une sortie de l’euro. La seule chose à quoi nous devions vraiment travailler, c’est au développement d’un plan de sortie de l’euro qui nous permettra de mettre en œuvre notre programme. C’est si évident que je suis stupéfait qu’on ne l’ait toujours pas compris après cinq mois d’échec des négociations.

Avons-nous les forces requises ? Oui. Oui parce que le référendum, où le « non » a triomphé sans appel, a démontré deux choses. Il a démontré, pour commencer, que l’euro est une affaire de classe. Ce n’est pas une forme d’argent impersonnelle. Comme je vous l’ai dit, il cristallise et contient des rapports de classe. Et les gens l’ont instinctivement compris : les riches ont voté « oui », les pauvres ont voté « non » au référendum. Un point, c’est tout.

Deuxième chose démontrée par le référendum, et cela représente un énorme changement : pour la première fois depuis cinq ans, la jeunesse grecque s’est exprimée. Nous étions nombreux à attendre qu’elle le fasse. Et enfin, elle l’a fait. Et la jeunesse, cette jeunesse si attachée à l’Europe, si éduquée, sans doute si éloignée de tous ces dinosaures d’extrême gauche qui croient encore à Marx et consorts – cette jeunesse grecque qui bénéficie des programmes Erasmus et qui voyage partout, cette jeunesse a dit non, à 80%. Voilà la base d’une orientation radicale, et d’une réorientation pour Syriza aujourd’hui. Si nous disons oui, si nous maintenons le oui, nous perdrons les jeunes. J’en ai la certitude absolue.

Comment organiser une sortie de l’euro ?

Alors comment initier cette nouvelle orientation ? Est-ce une chose impossible ? Ne vous imaginez pas qu’il n’existe pas de plan pour sortir de cette union monétaire désastreuse et

mettre en œuvre une stratégie radicale. Il existe un plan. Seulement, on ne l'a jamais utilisé. On ne l'a jamais développé, jamais étudié de manière approfondie. Pour le mettre en œuvre, il faut le développer, et il faut, par dessus tout, une volonté politique.

Ce plan, sous forme de feuille de route, contiendra quelques points très clairs.

- Premièrement, défaut sur la dette nationale. Le défaut est l'arme des pauvres. La Grèce doit faire défaut. Il n'y a aucune autre porte de sortie. Le pays est écrasé par sa dette. Un défaut serait donc un premier pas vers un profond effacement de la dette.
- Deuxièmement, nationalisation des banques. Nationalisation efficace des banques. Je veux dire par là que l'on nommera un commissaire public et un groupe de fonctionnaires et de technocrates qui savent comment s'y prendre. On leur demandera de diriger les banques et de renvoyer chez eux les membres des équipes dirigeantes actuelles. Voilà ce qu'il faut faire. Sans avoir la moindre hésitation. Et nous changerons en conséquence la structure juridique de ces établissements. La chose est très facile à faire. Les banques continueront à fonctionner sous un régime de contrôle des capitaux. On aura alors fait la moitié du chemin pour sortir de cette catastrophique union monétaire. Mais il faudra mettre en place un contrôle adéquat des banques et des capitaux, pas ce contrôle lamentable que nous avons vu ces deux dernières semaines. Il faudra que cela permette aux travailleurs et aux entreprises de retrouver une activité normale. C'est tout à fait possible. On l'a vu à plusieurs reprises.
- Troisièmement, conversion de tous les prix, de toutes les obligations, de l'ensemble de la masse monétaire dans la nouvelle devise. On peut convertir tout ce qui relève du droit grec. Les déposants perdront une part de leur pouvoir d'achat, mais pas sur la valeur nominale de leurs dépôts. Mais ils y gagneront car le pouvoir d'achat de leur dette diminuera également. Donc la majorité en sortira probablement gagnante.
- Quatrièmement, organisation de l'approvisionnement des marchés protégés : pétrole, produits pharmaceutiques, nourriture. C'est tout à fait possible en définissant un ordre de priorités, donc il faut s'y prendre un peu à l'avance, pas à la dernière minute. Il est évident que si vous pensez mettre tout cela en place le lundi matin et que vous commencez à y réfléchir le dimanche, l'affaire sera difficile. J'en conviens.
- Enfin, déterminer comment on allégera la pression sur le taux de change. Le taux de change va probablement plonger puis remonter. C'est généralement ce qui se passe. Il se stabilisera à un niveau dévalué. J'envisage une dévaluation de 15 à 20% au final. Il faut donc savoir comment on maîtrisera cette situation.

Quels seront les effets d'une sortie de l'euro ?

Que se passera-t-il donc si nous empruntons ce chemin ? D'abord, il faut s'y préparer techniquement, et surtout, il faut y préparer le peuple. Car pareille chose est impossible sans lui. Enfin, ce n'est pas tout à fait vrai : on peut se passer du peuple, mais alors il faut envoyer les chars dans les rues. On peut aussi faire ça. Mais ce n'est pas l'orientation de la gauche. La gauche veut y parvenir avec la participation du peuple, car nous voulons le libérer de cette façon, nous voulons le faire participer.

Que se passera-t-il donc si nous empruntons ce chemin ? J'ai vu des simulations et des modélisations économétriques de l'effet que cela pourrait avoir sur le PIB, les prix, etc. Ce genre de chose est parfois très utile et intéressant à lire. Mais dans ce cas, les simulations n'ont pas la moindre valeur. Pourquoi ? Parce que, par essence, la simulation et

l'économétrie reposent sur la conservation des caractéristiques structurelles du modèle. Sinon, toute simulation est impossible. Ici, par construction, nous transformons la structure. C'est un changement de régime. Ou, pour le dire autrement, si quelqu'un décide de remettre sa vigne en culture, comment en prévoir les effets ? C'est cela qui va se passer. Il se produira un changement structurel. Donc toutes les prévisions chiffrées ne valent pas grand-chose. Ne croyez pas ceux qui vous disent qu'il y aura une récession de 25%, une contraction du PIB de 50%. La vérité est qu'ils n'en savent rien. Ils sortent ces chiffres de leur chapeau.

Le mieux que l'on puisse faire dans ces conditions, c'est de concevoir des anticipations raisonnées fondées sur les expériences antérieures et sur la structure de l'économie grecque. J'imagine que si nous empruntons cette voie en y étant préparés, nous entrerons en récession. Ce sera difficile. Cela durera probablement plusieurs mois, du moins la plongée durera plusieurs mois. Mais si je me fonde sur l'expérience monétaire, je ne crois pas que cette situation durera plus de six mois. En Argentine, elle a duré trois mois. Puis l'économie est repartie.

La contraction durera donc plusieurs mois, puis l'économie redémarrera. En revanche, il est probable qu'il faille attendre plus longtemps pour renouer avec des taux de croissance positifs, car la consommation, la confiance, et les petites et moyennes entreprises subiront sans doute un choc important. Je suppose que l'on reviendra à des taux de croissance positifs au bout de 12 à 18 mois.

Une fois le pays sorti de cette période d'ajustement, je pense que l'économie reviendra à des taux de croissance rapides et soutenus. Pour deux raisons. D'abord, la reconquête du marché intérieur. Le changement de devise permettra au secteur productif de reconquérir le marché intérieur, de recréer des opportunités et des activités, toutes choses que l'on a vu à chaque fois que se sont produits des événements monétaires de cette ampleur. Et un gouvernement de gauche favorisera la reprise, pour qu'elle soit plus rapide et plus solide. En partie parce que les exportations vont très probablement repartir ; en partie parce que l'on mettra en place un programme soutenu d'investissement public qui favorisera aussi l'investissement privé et produira de la croissance pendant plusieurs années. Voilà mes prévisions, je n'ai pas le temps de les développer ici.

La voie de la sagesse…

Je voudrais ajouter deux choses. Il ne s'agit pas d'une sortie de l'Europe. Personne ne défend cette idée. L'euro, l'Union européenne et monétaire, ne se confond pas avec l'Europe – cette valeur désincarnée, qui nous tourmente depuis si longtemps. Nous parlons ici de sortie de l'union monétaire. La Grèce restera membre de l'Europe et des structures européennes tant que le peuple grec le souhaitera. Cette stratégie vise au contraire à libérer la Grèce du piège que constitue l'union monétaire, à lui permettre de renouer avec une croissance soutenue et avec la justice sociale, à renverser le rapport de force au profit des travailleurs du pays. Je le regrette, mais il n'y a pas d'autre stratégie. S'imaginer le contraire, c'est poursuivre des chimères.

J'ignore si la Grèce optera pour cette stratégie. Récemment, je suis tombé sur une phrase très intéressante, attribuée à un premier ministre israélien. Il disait que les nations prennent la voie de la sagesse, mais seulement après avoir essayé toutes les autres. Dans le cas de la Grèce, je crains que ce ne soit ce qui nous attend. La voie de la sagesse, c'est

celle de la sortie de l’euro et du changement social. J’espère que Syriza le comprendra et dira non. Qu’il ne signera pas cet accord. Qu’il reviendra à ses principes radicaux et à ses valeurs radicales. Qu’il fera une nouvelle proposition à la société grecque et s’engagera dans la voie de la sagesse.

Traduction : Nicolas Vieillescazes

Voir la vidéo ici :

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d’origine activée.